



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STEF Logistique SORGUES

375, Avenue des Frères Lumière
ZAC du Fournale
84700 Sorgues

Références : D-0625-2025

Code AIOT : 0006400416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement STEF Logistique SORGUES implanté 375, Ave des Frères Lumière ZAC du Fournale 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEF Logistique SORGUES
- 375, Ave des Frères Lumière ZAC du Fournale 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006400416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STEF exploite un entrepôt frigorifique sur le territoire de la commune de Sorgues. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 4735-1-a (stockage d'ammoniac), de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921-1-a (tours aéroréfrigérantes) et de la déclaration au titre des rubriques 1511-3 (entrepôt frigorifique) et 2925 (ateliers de charge) de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 31 mai 2001 modifié, anciennement délivré pour la société PICARD SURGELÉS, ayant vendu le site à la société STEF en novembre 2011.

La société STEF est un acteur de la chaîne logistique alimentaire, particulièrement sur le stockage de produits frais et surgelés. Ce site compte 130 salariés et fonctionne sur la plage horaire 5h-19h.

Contexte de l'inspection :

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération de contrôle menée en septembre 2025 sur l'ensemble de la région Provence-Alpes Côte d'Azur par l'Inspection des Installations Classées et concerne la gestion du risque légionelle associé à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect de certaines prescriptions réglementaires applicables à ce type d'installations et de rappeler aux industriels les enjeux sanitaires liés à leur exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- BIOCIDES
- Inspection généraliste « produits chimiques »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Stockages de produits dangereux pour l'environnement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Informations générales du site	Arrêté Préfectoral du 07/02/2018, article 1	Sans objet
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5	Sans objet
3	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)	Sans objet
4	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)	Sans objet
5	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)	Sans objet
6	Prévention des	Arrêté Ministériel du 14/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	accidents et pollutions	article Art.26 II 2)	
7	Produits Chimiques	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art, 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site possède deux TAR sous le régime de l'enregistrement (puissance totale de 4086 kW), dont l'analyse des eaux est effectuée mensuellement et transmise sur GIDAF.

Aucun dépassement n'a été constaté en 2024 et en 2025 jusqu'au jour de l'inspection.

L'Analyse Méthodique des Risques, en date de mars 2025, présente entre autres :

- la description des installations et son mode de fonctionnement ;
- un point critique lié à sa conception ;
- les éventuelles situations pouvant conduire à la formation et à la prolifération de légionelles, ainsi que le niveau de maîtrise du risque par l'exploitant ;
- l'absence de bras morts.

L'Inspection des Installations Classées a constaté que l'exploitant connaît la procédure réglementaire à mettre en œuvre en cas de dépassement des seuils de 1000 UFC/L et de 100 000 UFC/L de legionella pneumophila.

L'exploitant utilise trois produits de traitement des eaux, dont deux biocides. Ces derniers possèdent une étiquette mentionnant certaines informations demandées, mais pas la totalité. Cette responsabilité n'incombe pas à l'exploitant mais au fournisseur des produits.

Enfin, un point de contrôle ne faisant pas partie de l'action régionale sur le risque légionellose a été ajouté, car il a été constaté que des Grands Récipients pour Vrac contenant un mélange d'ammoniaque, un produit considéré dangereux pour l'environnement, ne sont pas entreposés sur rétentions imperméables, mais directement à même le sol.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations générales du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2018, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Informations générales de l'installation			
Prescription contrôlée :			
<p>Les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°1295 du 30 mai 2001 sont remplacées par les prescriptions suivantes :</p> <p>L'installation autorisée est visée à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques suivantes :</p>			
Rubrique	Activité	Capacité	Régime *
[...]			
2921-1-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installation de) : La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure à 3000 kW	4086 kW	E
[...]			
<p>* : A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, NC : installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A.</p>			
Constats :			
<p>L'arrêté préfectoral du 7 février 2018 modifie les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 mai 2001, autorisant la société STEF Logistique Sorgues (anciennement PICARD SURGELES) à exploiter un système de refroidissement évaporatif, appelé tour aéroréfrigérante (TAR), sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921-1-a de la nomenclature des ICPE. La puissance thermique évacuée maximale de ce système est autorisée à 4086 kW.</p> <p>Aucun arrêté du site ne précise le nombre de TAR et leur puissance thermique individuelle. En revanche, ces informations sont indiquées dans l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) du site, en date de mars 2025. Celle-ci indique que le site possède deux TAR, dont l'activité a été constaté le jour de l'inspection (Annexe) :</p> <ul style="list-style-type: none">• TAR 1, de puissance thermique égale à 2336 kW ;• TAR 2, de puissance thermique égale à 1391 kW. <p>Soit une puissance thermique totale de 3727 kW, inférieure à la puissance thermique totale autorisée. En effet, la TAR 1 a été remplacée en 2022, constituant une modification notable mais non substantielle, portée à la connaissance du préfet et de l'Inspection des Installations Classées par courrier du 18 mars 2022.</p> <p>Les TAR sont utilisées pour le refroidissement de l'eau glycolée, servant elle-même à refroidir l'ammoniac des compresseurs de l'entrepôt frigorifique.</p> <p>Les coordonnées géographiques du site selon la projection Lambert 93 (projection officielle pour les cartes de France métropolitaine) sont les suivantes : X : 851214 ; Y : 6327064</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. [...] ; b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.
Constats : L'installation relevant de la rubrique 2921 de la nomenclature des ICPE est une installation existante au sens de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature ICPE. En effet, la rubrique susmentionnée a été autorisée pour la première fois par l'arrêté préfectoral n°2012339-0017 du 4 décembre 2012. Ainsi, l'article 5.b. n'est pas applicable à cette installation, selon les conditions fixées par l'arrêté ministériel sus-évoqué. Toutefois, la TAR 1 ayant été remplacée en 2022 par l'exploitant, il a été décidé de contrôler l'entièreté de ce point. L'Inspection des Installations Classées a constaté que les rejets d'air des TAR sont effectués en partie haute de ces dernières, sans être au droit de prises d'air ou d'ouvrants (Annexe). D'après la prise de vue aérienne sur Géoportail, la TAR 1 se situe à une distance de 9 mètres d'une ouverture sur un local occupé. Les prescriptions contrôlées de l'article 5 de l'arrêté ministériel susmentionné sont donc respectées. Le jour de l'inspection, les coordonnées des deux TAR ne sont pas renseignées dans l'application de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF). En revanche, elles figurent dans l'AMR, selon la projection Lambert II, et sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• TAR 1 : X : 804587,22 ; Y : 1894984,02• TAR 2 : X : 804640,87 ; Y : 1895122,69 Les coordonnées précédentes converties dans la projection Lambert 93 sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• TAR 1 : X : 851207,01 ; Y : 6327074,17• TAR 2 : X : 851261,79 ; Y : 6327212,23 L'Inspection des Installations Classées modifiera le cadre GIDAF en conséquence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a.
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses Méthodiques des Risques
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...]

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;

[...]

- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement ; [...]

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. [...]

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté l'AMR de mars 2025. Celle-ci décrit brièvement l'implantation des deux TAR et les localise sur une photographie aérienne. Elle précise également la date de mise en service, la puissance, le type de matériaux des composants et le fonctionnement pour chacune des TAR. L'exploitant précise que les TAR ont été achetées à l'entreprise Baltimore.

L'AMR indique qu'il n'y a pas de zones de stagnation d'eau en particulier, de par le fonctionnement journalier des TAR. Elle précise toutefois que des bras morts peuvent exister lors d'arrêts intempestifs ou du nettoyage annuel, dont la durée est de quelques heures. Elle prévoit, en cas d'arrêt prolongé, dont la durée maximale est fixée à une semaine, la procédure suivante :

- vérification de l'état de la tour ;
- vidange de la tour ;
- nettoyage et désinfection de la tour ;
- analyse « Legionella pneumophila » dans un délai de 48h et d'au plus une semaine après le redémarrage.

L'AMR présente un tableau d'analyse des risques existants et des moyens mis en place pour les supprimer ou à défaut les limiter, organisé par thème :

- conception initiale / amélioration technique conceptuelle - cette partie indique la présence d'un point critique (présence de végétation et TAR à proximité) parmi les facteurs de risques identifiés, liés à la conception de la TAR ;
- exploitation / maintenance - cette partie présente les facteurs de risques pouvant conduire à la prolifération de légionelles en phase d'exploitation et le positionnement du site quant à la maîtrise de ce risque.
- surveillance
- organisation documentaire

Il a été rappelé à l'exploitant le jour de l'inspection la nécessité de réviser l'AMR au-delà de la fréquence annuelle lorsque la stratégie de traitement des TAR est modifiée ou lorsque les TAR elles-mêmes doivent être modifiées de façon significative.

Par conséquent, les prescriptions contrôlées de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature ICPE sont donc respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats à l'IIC

Prescription contrôlée :

3. Surveillance de l'installation

[...]

a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

[...]

e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées

Les résultats d'analyses de concentration en *Legionella pneumophila* sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.

[...]

Constats :

Les résultats d'analyse de concentration en *legionella pneumophila* sont transmis sur l'application GIDAF mensuellement pour 2024 et 2025. Seule exception, les analyses n'ont pas été transmises pour le mois d'août 2025. Ces dernières ont été montrées le jour de l'inspection et transmises par courriel et sur GIDAF post-inspection ; aucun dépassement de *legionella pneumophila* n'est constaté pour les deux TAR. L'exploitant précise que la personne en charge de la publication des résultats sur GIDAF était en congés lorsque les analyses ont été réalisées et l'était toujours le jour de l'inspection. Ceci explique le fait qu'ils n'y figuraient pas encore lors de la visite.

Par sondage, l'Inspection des Installations Classées a constaté que le délai de transmission de trente jours est respecté et qu'il n'a pas de dépassement de la valeur seuil de 1000 UFC/L pour la concentration en *legionella pneumophila*.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (105 UFC/L)

Prescription contrôlée :

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau".

[...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité [...], et met en œuvre des actions curatives [...]. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...] Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...] ;

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, [...].

Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. [...]

[...]

Constats :

Aucun dépassement des seuils de la concentration en *legionella pneumophila* ne s'est produit en 2024 et en 2025. l'exploitant a déclaré le jour de l'inspection ne pas avoir connaissance d'un dépassement sur les années antérieures.

L'Inspection des Installations Classées a constaté que l'exploitant a connaissance des actions à mener en cas de dépassement des seuils susmentionnés à 10^5 UFC/L et à 10^3 UFC/L. Celles-ci ont été formalisées dans une procédure sous forme d'une fiche et d'un logigramme détaillé, cohérents avec les prescriptions contrôlées de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature ICPE sont donc respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (103 UFC/L)

Prescription contrôlée :

a) Cas de dépassement ponctuel :

[...], l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* [...].

b) Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles [...]

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives[...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.
[...]

Constats :

Cf. point de contrôle n°5.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Produits Chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Produits Chimiques

Prescription contrôlée :

En application de l'article 20 du décret du 26 février 2004 susvisé, l'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français :

- a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ; [...]
- d) Les utilisations autorisées du produit biocide ;
- e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ; [...]

- h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ;
i) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ;

[...]

Les indications requises aux points a, b, d et, le cas échéant, g et m, doivent figurer sur l'étiquette du produit. Les indications requises aux points c, e, f, h, i, j, k, l et n peuvent figurer sur un autre endroit de l'emballage ou faire l'objet d'une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.

Sans préjudice de l'application des dispositions transitoires prévues par les articles 29 et 30 du décret du 26 février 2004, les indications mentionnées aux points b, d et e ne sont pas requises pour les produits biocides contenant une ou des substances actives biocides figurant sur la liste communautaire des substances actives présentes sur le marché au 14 mai 2000, jusqu'à l'intervention de la décision d'autorisation prévue au chapitre II du titre II du livre V du code de l'environnement.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué employer deux produits pour le traitement préventif de ses TAR (conditionnement de l'eau et lutte contre la formation de biocide selon le protocole de traitement des eaux ODYSEE ENVIRONNEMENT, le fournisseur des produits à la société STEF Logistique), dont le stockage a été constaté sur le site (Annexe) :

- ODYREF A 51, il s'agit d'un traitement anti-tartre, anti-corrosion et biodispersant, constitué d'un mélange de 5-chloro-2-méthyl-2H-isothiazol-3-one et de 2-méthyl-2H-isothiazol-3-one de concentration en pourcentage massique strictement supérieure à 0 % et inférieure ou égale à 2,5 % (n° CAS : 55965-84-9) ;
- ODYZYME NSIP, il s'agit d'un traitement biodispersant, constitué d'acide hydroxyphosphonoacétique de concentration en pourcentage massique strictement supérieure à 2,5 % et inférieure ou égale à 10 % (n°CAS : 23783-26-8).

L'exploitant prévoit d'utiliser un produit biocide plus puissant pour le traitement de ses TAR en cas de dérive de la concentration en *legionella pneumophila*, dont le stockage a également été constaté sur le site (Annexe) :

- ODYCIDE O 350M, il s'agit d'un traitement de désinfection, constitué d'acide peracétique de concentration en pourcentage massique strictement supérieure à 0 % et inférieure ou égale à 2,5 % (n°CAS: 79-21-0)

Les produits ODYREF A 51 et ODYCIDE sont des biocides, contrairement au produit ODYZYME NSIP. Ce dernier n'est donc pas concerné par ce point de contrôle.

Post-inspection, l'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité, ainsi que le protocole de traitement des eaux susmentionné.

L'Inspection des Installations Classées relève les éléments suivants :

- Les étiquettes des deux produits biocides susmentionnés comportent les mentions prévues au a), au d) et au h) ;
- La mention prévue au e) ne figure pas sur l'étiquette des deux produits. En revanche, les instructions d'emploi, sans les doses à appliquer, figurent sur le protocole de traitement de

<p>l'eau de la TAR</p> <ul style="list-style-type: none"> La mention prévue au i) figure partiellement sur l'étiquette des deux produits. Seules les mesures de précautions à prendre pendant l'utilisation y sont indiquées. Celles à prendre pour le stockage et le transport n'y sont pas. Toutefois, cette mention figure intégralement dans la fiche de données de sécurité des deux produits. <p>Les emballages des deux produits biocides ne font pas figurer l'ensemble des indications prescrites dans l'article 10 de l'arrêté ministériel du 19 mai 2004 relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La non-conformité constatée n'incombe pas à l'exploitant, mais au fournisseur. L'Inspection des Installations Classées informera ce dernier de cette non-conformité et vérifiera si les mentions prévues au e) et au i) de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 19 mai 2004 susmentionné figurent sur une notice qui accompagne le produit, comme le permettent les dispositions de ce même article.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Stockages de produits dangereux pour l'environnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Capacité des rétentions</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de Grands Récipients pour Vrac (GRV) contenant un produit liquide, entreposés à l'extérieur du site, à même le sol. Le produit contenu est un mélange à base d'ammoniaque de concentration 20,5 %. Le GRV était étiqueté avec les pictogrammes GHS05 (dangers physiques dangers pour la santé) et GHS07(dangers pour la</p>

santé/dangers pour l'environnement). (Annexe)

Post-inspection, l'exploitant a transmis le fiche de données de sécurité du produit. Celle-ci indique les mentions de dangers (Phrases H), notamment la mention H412 : Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.

Par conséquent, au vu des éléments constatés, ce produit est susceptible, en cas de déversement accidentel, de conduire à une pollution des sols et des eaux souterraines.

Il s'agit d'une non-conformité vis-à-vis de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation, qui prévoit que le stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols se fasse sur rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'entreposer les GRV sur rétentions **sous 2 mois**, conformément aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 applicables à son installation. L'exploitant devra transmettre sous le même délai les justificatifs du dimensionnement des rétentions, ainsi que de la réalisation des rétentions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

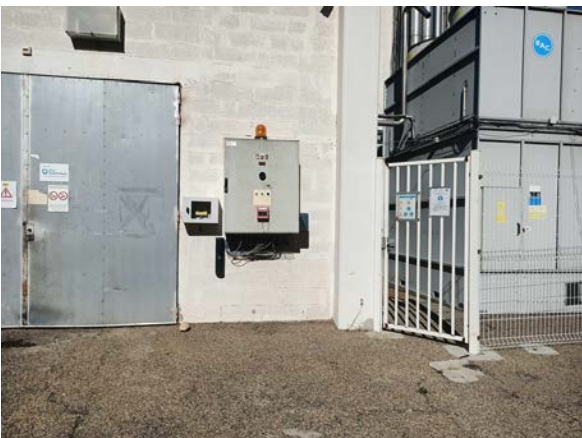
Proposition de délais : 2 mois

Annexe : Planche photographique du site

TAR 1



TAR 2



Produits de traitement des eaux



Grands Récipients pour Vrac (GRV)

